



## Déclaration commune des Organisations Syndicales Représentatives au CSE-E AH Marignane du 9 Juin 2020

Nous sommes consultés ce jour sur l'évolution des mesures de fin de déconfinement dans le contexte de crise de la lutte contre l'épidémie de COVID-19.

Les organisations syndicales, FO, **CFE-CGC**, CFTC, sont, au-delà du fond de la question adressée ce jour, très surprises de la forme qu'a pris cette problématique. En effet, le contenu de cette présentation a déjà fait l'objet d'une note RH aux Managers avant même toute information officielle envers ces organisations syndicales !

Bien que cette démarche puisse paraître, pour la Direction, constructive et de manière à anticiper au mieux cette réunion, les effets et les conséquences de l'usage qu'il en a été fait sont déplorables et frisent le délit d'entrave.

**Le respect d'un état d'esprit de co-construction aurait mérité, une fois de plus, toute son importance !**

Sur le fond, il nous apparaît comme n'étant pas atteint, le bon niveau de certains des paramètres pour assurer une reprise dans son intégralité sachant que l'état d'urgence sanitaire est maintenu en France au moins jusqu'au 10 Juillet. Le Gouvernement ayant communiqué en ce sens que « **depuis le 17 mars et jusqu'à nouvel ordre, le télétravail doit être systématiquement privilégié. L'employeur doit donc démontrer que la présence sur le lieu de travail est indispensable au fonctionnement de l'activité.** »

Pourquoi alors imposer l'activité partielle aux salariés ayant des contraintes de garde d'enfant(s), là où le télétravail répond à cette problématique depuis le début du confinement ainsi qu'aux consignes Gouvernementale ?

En outre, la maîtrise des effectifs ne semble pas être sous contrôle absolu, que ce soit en terme d'inscrits, d'intérimaires ou de sous-traitants in situ...

**Les besoins, la charge, en fonction des secteurs ne peuvent pas répondre à une logique de reprise d'activité unique.**

De plus, les visites de contrôle des CSSCT afin de maintenir une pression saine dans les secteurs vis-à-vis des mesures sanitaires relèvent plutôt de l'improvisation. Pourtant les organisations syndicales ont fait des propositions afin d'opérer ces visites de manière plus structurée et coordonnée entre les différents clusters.

Il sera impératif d'améliorer cela car seules ces visites permettront de s'assurer du niveau de densité des personnels dans tous les secteurs de l'Etablissement.

**Le respect de distanciation physique sera-t-il réellement observé conformément aux directives de la Direction ?**

Sur le point de l'organisation de la restauration, où le CSE avec son prestataire répond sous certaines conditions, la question de la gestion des flux par la Direction reste ouverte.

Concernant les transports collectifs, là aussi la visibilité est restreinte, en particulier avec le respect des gestes barrières et ses conséquences en terme de capacité. Cela pose aussi la question des volumes de stationnement de nos parkings.

**Nous demandons également la reprise des transports collectifs dans l'intégralité des lignes, avec l'ensemble des mesures sanitaires adéquates afin de permettre le retour à un fonctionnement nominal.**

Enfin, si le plan de déploiement des fontaines à eau « COVID-19 Compliant » tant attendues durant la phase de confinement doit débuter par le secteur Industrie (Super Puma, NH90, ...), qu'en est-il des secteurs tertiaires ?

Pour FO, **CFE-CGC** et CFTC, les paramètres d'une reprise complète ne sont pas optimums, et nous laisse présager une réelle difficulté à respecter les mesures barrières.

**Pour l'ensemble de ces raisons nous demandons un report d'avis sur l'évolution des mesures de fin de déconfinement dans le contexte de crise de la lutte contre l'épidémie de COVID-19.**

**Dans le but de se donner le temps nécessaire au bon ajustement de l'ensemble des paramètres, et de remettre dans l'ordre des choses le processus social.**

Le DSCFO  
Sylvain DOLZA



Le DSC CFE-CGC  
Claude BOCOVIZ



Le DSC CFTC  
Marc DEHAN

